



BRÈVES ÉCONOMIQUES

Amérique andine et plateau des Guyanes

Une publication du SER de Bogota

En collaboration avec les SE de Lima, de Caracas et de l'antenne du SER à Quito
Semaine du 17 octobre 2024

Zoom : Analyse de l'économie colombienne par le lauréat du Prix Nobel d'Économie 2024, James A. Robinson.

BOLIVIE

S&P confirme les notes « CCC+/C » de la Bolivie.
L'inflation cumulée atteint 5,53 % depuis début 2024.

COLOMBIE

Banco de Bogotá prévoit une croissance de 2,2 % g.a pour le T3-24.
Le dernier rapport de l'institut statistique colombien souligne les inégalités salariales entre les femmes et les hommes.
La reprise du secteur immobilier colombien reste incertaine.
La dépréciation du peso colombien (COP) en 2024 contribue à augmenter la dette extérieure colombienne libellée en peso.

EQUATEUR

La crise énergétique a engendré une augmentation des dépenses liées au secteur de 364%.
Les réserves internationales atteignent 8,4 Md USD.

GUYANA

Le gouvernement exprime sa volonté de dépasser 1 M d'onces de production d'or à horizon 2030.
Le président Irfaan Ali a annoncé le versement unique de 1 000 USD à chaque ménage.

PEROU

La Banque centrale prévoit des records d'excédents commerciaux et d'exportations pour 2024 et 2025.
La pauvreté urbaine a doublé dans huit régions du pays.

SURINAME

Des sanctions étatsuniennes imposées à trois entreprises surinamaises en raison de leurs potentiels liens avec le secteur pétrolier iranien.
Les Surinamais semblent plutôt opposés à la collaboration du pays avec le FMI.

VENEZUELA

Rapport OPEP : Le gouvernement reporte une augmentation de sa production de pétrole.
L'intervention bancaire de la Banque centrale n'arrive pas à contenir la dépréciation du bolivar vis-à-vis du dollar étasunien sur le marché parallèle.

Zoom : Analyse de l'économie colombienne par le lauréat du Prix Nobel d'Économie 2024, James A. Robinson.

James A. Robinson, lauréat du Prix Nobel d'Économie en 2024, a partagé ses réflexions sur la situation économique et institutionnelle de la Colombie lors de ses interventions dans plusieurs universités colombiennes, telles que l'Université Eafit, l'Université du Nord et l'Université du Rosario. **Robinson a reconnu que, bien que la Colombie ait réalisé des avancées significatives en matière de développement, les institutions du pays n'ont pas réussi à résoudre plusieurs problèmes structurels persistants, notamment la pauvreté, la violence et l'inégalité.**

Dans son analyse, il a souligné qu'« aucune administration récente n'a réussi à rompre avec le système de gouvernance qui sous-tend les défis actuels du pays », tout en soulignant les progrès dans la réduction de la violence et l'augmentation des investissements étrangers, qui sont passés de 1,5 Md USD en 2000 à 17,2 Md USD en 2023. Le lauréat a mis en garde contre les racines structurelles de la violence, notant que les conflits urbains se sont déplacés vers les zones rurales, aggravant ainsi la lutte pour le pouvoir dans ces régions.

Certains universitaires, comme Adolfo Meisel, recteur de l'Université du Nord, ont toutefois critiqué son approche, arguant qu'elle ne prend pas suffisamment en compte l'effet du facteur géographique – « Dans un pays comme la Colombie, où nous avons les jungles les plus humides du monde, comme le Chocó, ou des déserts comme La Guajira, où les niveaux de développement économique sont inégaux (...) ; **la géographie a un impact sur la croissance à long terme, car elle affecte le développement d'activités telles que l'agriculture, la santé et d'autres industries** ». De même, César Tamayo, doyen de l'École d'économie d'Eafit, a noté que les études de Robinson, bien que pertinentes, semblent souvent ancrées dans le passé et peu adaptables aux dynamiques changeantes de la société colombienne.

Bolivie

S&P confirme les notes « CCC+/C » de la Bolivie.

S&P Global Ratings a confirmé la note de crédit souveraine de la Bolivie à CCC+/C, en maintenant ses perspectives négatives, en raison de sa faible capacité à honorer pleinement ses engagements de dette à long terme dans un contexte extérieur fragile. Selon l'agence de notation, l'augmentation des paiements au titre de la dette commerciale extérieure en 2026 et les liquidités extérieures limitées pourraient affecter la capacité de la Bolivie à assurer le service de sa dette. D'après les dernières projections, le service de la dette commerciale extérieure s'élèvera à 435 M USD en 2026. De plus, les divisions politiques se sont intensifiées à l'approche des élections présidentielles de 2025, ce qui a retardé l'approbation des financements extérieurs (qui doivent passer par le Parlement). De plus, le manque de transparence des données clés des comptes extérieurs exacerbe également ces incertitudes. Enfin, l'agence souligne que le pays présente des rigidités de taux de change (le taux de change est fixe vis-à-vis du Dollar Étatsunien) qui limitent la flexibilité de la politique monétaire, et sa croissance économique est plus lente que celle des pays pairs ayant un PIB par habitant similaire. L'agence soutient que la devise bolivienne (*boliviano*, BOB) a notamment perdu entre 40 % et 70 % de sa valeur face au dollar, sans dépréciation toutefois, du fait du taux de change officiel fixe.

L'inflation cumulée atteint 5,53 % depuis début 2024.

La Bolivie accumule un taux d'inflation de 5,53 % jusqu'en septembre 2024, soit un des plus élevés de la région, juste derrière l'Argentine et le Venezuela. L'inflation dans le pays a atteint 3,1 % en 2022 et 2,12 % en 2023. Le gouvernement prévoyait de terminer 2024 avec une inflation d'environ 3,6 %, mais dès le mois d'août, l'inflation cumulée dépassait déjà cette estimation. L'inflation bolivienne est principalement attribuée à la hausse des prix des aliments et des carburants et se produit dans un contexte de difficultés économiques croissantes pour le pays, exacerbées par la dépréciation de facto du boliviano (BOB) sur le marché parallèle et les problèmes liés aux réserves internationales. Pour freiner cette hausse des prix, l'administration du président Luis Arce a notamment annoncé vouloir mettre en œuvre une série de mesures visant à stabiliser les variations de prix.

Colombie

Banco de Bogotá prévoit une croissance de 2,2 % g.a pour le T3-24.

Banco de Bogotá a indiqué que le taux croissance au T3-24 dépasserait 2 % g.a du fait de la vigueur du secteur des services, de la production agricole - notamment du café, et l'augmentation de la demande des ménages pour les biens durables. Rien qu'au mois d'août, la Colombie a enregistré une croissance de 2,2 % g.a, principalement tirée par le secteur primaire, tandis que l'industrie manufacturière se reprend mais reste en territoire négatif, avec un PIB industriel en baisse de 1,8 % g.a., une contraction de l'emploi de 0,6 % et des ventes réelles en hausse de 2,8 %. Les ventes de café (+26 % g.a, du fait d'une forte demande internationale, particulièrement chinoise) a également permis d'appuyer la croissance en août.

Le dernier rapport de l'institut statistique colombien souligne les inégalités salariales entre les femmes et les hommes.

L'institut national de statistiques (DANE) a récemment publié un rapport portant sur les comptes de transfert nationaux en Colombie mettant en évidence une importante disparité de revenus entre hommes et femmes. Les principaux résultats sont (i) qu'en moyenne, les hommes atteignent leur pic de revenus à l'âge de 39 ans avec un revenu annuel de 6 900 USD, contre 5 000 USD pour les femmes, qui atteignent leur revenu maximal trois ans plus tôt, à 36 ans. Cette inégalité se reflète particulièrement chez les travailleurs indépendants, où les hommes obtiennent un revenu annuel maximal 5 000 USD, tandis que les celui femmes atteint 4 200 USD. Ces écarts de revenus s'expliquent notamment par la une plus grande précarité de l'emploi féminin ainsi qu'un niveau inférieur de qualifications.

La reprise du secteur immobilier colombien reste incertaine.

Malgré des signes de reprise, la réactivation du secteur immobilier en Colombie reste incertaine. Après une chute de -38,4 % des ventes en 2023, le marché a affiché une légère croissance de + 0,6 % g.a. sur les huit premiers mois de 2024, avec une hausse de + 13,7 % g.a sur le mois d'août. L'amélioration des conditions financières, notamment grâce à une baisse des taux hypothécaires et à des prêts accrus dans le cadre du *Pacto por el Crédito*, a contribué à réduire les coûts de construction et à stimuler la demande. Toutefois, le mois de septembre a marqué un recul, avec une baisse de -15,6 % des unités vendues et une chute de -49,2 % des

nouveaux projets. Corficolombiana, société financière colombienne, souligne la nécessité de relancer le dynamisme du secteur, mais reste prudente face aux incertitudes, telles que les réductions potentielles des financements du programme "Mi Casa Ya"¹ et les variations de taux d'intérêt.

La dépréciation du peso colombien (COP) en 2024 contribue à augmenter la dette extérieure colombienne libellée en peso.

En 2024, la dépréciation continue du peso colombien a alourdi la charge de la dette extérieure. Effectivement, entre janvier et juillet, le taux de change USD/COP est passé de 3 882 COP à 4 148 COP (+6,8 %), et a récemment franchi le cap des 4 200 COP. **Cette dépréciation a eu un impact direct sur la dette extérieure, qui est passée de 754,85 billions² COP en janvier à 819,39 billions COP en juillet, soit une hausse significative de 8,6 % (+64,5 billions COP).** Lorsqu'elle est libellée en dollars, la dette est restée relativement stable à 197,5 Md USD, représentant 48,7 % du PIB, mais la dépréciation a significativement alourdi son poids en pesos. Cette pression sur le peso découle de facteurs globaux, tels que la politique monétaire de la Réserve fédérale étatsunienne, ainsi que d'incertitudes régionales et locales, notamment au Mexique et au Brésil, qui influencent le taux de change.

Indicateurs	Variation hebdomadaire	Variation en g.a.	Ce jour
Bourse (COLCAP)	+2,4 %	+19,5 %	1 341
Change USD/COP	+1,6 %	+ 2 %	4281
Change EUR/COP	+0,7 %	+4,7 %	4 632,9
Prix du baril (Brent, USD)	-6,4 %	+0,4 %	74,5

Equateur

La crise énergétique a engendré une augmentation des dépenses liées au secteur de 364%.

Ces dépenses s'établissent 478 MUSD (sur les neuf premiers mois de l'année) face aux 103 MUSD prévus dans la loi de finances. Cette augmentation est le fait de l'achat de nouvelles sources de génération électrique

¹ Programme par lequel le gouvernement accorde des subventions pour faciliter l'achat de nouveaux logements

mobiles d'urgence et de la remise à niveau du parc thermique. Selon les premières estimations du ministère de l'énergie, le pays devra mobiliser 1,4 Md USD pour faire face à cette crise énergétique, ce qui se traduira par l'achat de 848 Mw. Par ailleurs, le gouvernement cherche à ouvrir le secteur énergétique au secteur privé, via la loi organique favorisant les initiatives privées pour la transition vers des énergies renouvelables.

Les réserves internationales atteignent 8,4 Md USD.

Au 4 octobre 2024, les réserves internationales atteignaient 8,4 Mds USD, en augmentation (en glissement annuel) de 40 % vs. 6 Md USD en octobre 2023. Les réserves ont augmenté depuis le début de cette année, après avoir atteint leur niveau le plus faible en trois ans en décembre 2023. Cette augmentation est imputable à l'augmentation des placements à terme, des titres et des dépôts bancaires (locaux et à l'étranger), reflétant ainsi une augmentation des liquidités dans l'économie (en partie dû à l'amélioration des recettes pétrolières, la disponibilité du pétrole à l'exportation s'étant accrue). En outre, les exportations non-pétrolières, comme le cacao, ont augmenté. La réduction des importations a également favorisé la consolidation des réserves en réduisant les sorties de devises. L'augmentation des décaissements au titre du financement extérieur a contribué à la croissance des réserves. En octobre 2024, les placements à terme et les titres représentaient 60 % des réserves, tandis que l'or en constituait 26 %.

Guyana

Le gouvernement exprime sa volonté de dépasser 1 M d'onces de production d'or à horizon 2030.

Le 14 octobre, le gouvernement guyanien a annoncé sa volonté de porter la production d'or à plus de 1 M d'onces d'ici 2030. Le secteur aurifère se développe de nouveau grâce à l'adoption de politiques alignées sur la *Low Carbon Development Strategy 2030* – plan national de développement du gouvernement guyanien. Ainsi, entre 2020 et 2023, le secteur

d'intérêt social et prioritaire (VIS et VIP) aux ménages les plus vulnérables.

² 1 billion = 1.000.000.000.000

minier a enregistré une croissance de près de 255 %, et 21 nouvelles licences de carrière ont été octroyées. Parallèlement, des projets de développement dans les secteurs de la bauxite et de l'exploitation de carrières devraient générer 4,3 M de tonnes de matériaux par an.

Le président Irfaan Ali a annoncé le versement unique de 1 000 USD à chaque ménage.

Ce programme a pour fin d'injecter 60 Md GYD (soit 290 M USD) dans l'économie en renforçant le revenu disponible des ménages pour faire face à la hausse de l'inflation (3,5 % et 5,5 % prévus pour 2024 et 2025 par le FMI). Depuis son arrivée au pouvoir, plus de 200 taxes et redevances – notamment la taxe sur le carburant – ont été supprimées générant des économies annuelles de plus de 432 M USD pour les consommateurs.

Pérou

La Banque centrale prévoit des records d'excédents commerciaux et d'exportations pour 2024 et 2025.

Dans son dernier rapport sur l'inflation, la Banque centrale (BCRP) a relevé les estimations de la balance commerciale et prévoit que le Pérou enregistrera de nouveaux records en matière d'exportations pour 2024 et 2025. **En effet, le solde cumulé de la balance commerciale au cours des 12 derniers mois jusqu'à août 2024 a atteint un excédent de 20,7 Md USD, ce qui dépasse la valeur enregistrée en juillet de cette même année (19,9 Md USD).** De plus, en termes mensuels, au huitième mois de l'année, un excédent commercial de 1,8 Md USD (+0,7 M USD g.a.). Aussi, en août, la valeur des exportations s'est élevée à 6,5 Md USD, soit +19 % g.a. La BCRP prévoit d'ici la fin de 2024 que les exportations totaliseront 72,9 Md USD. Dans cette même dynamique, les exportations en 2025 s'élèveraient à 75,6 Md USD, ce qui constituerait un nouveau record.

La pauvreté urbaine a doublé dans huit régions du pays.

La Banque mondiale (BM) et l'Institut Péruvien d'Economie (IPE) ont présenté une étude sur la pauvreté au Pérou. L'étude rappelle que 3,3 millions de péruviens sont tombés dans la pauvreté au cours des cinq dernières années, principalement en raison du COVID19 et ses fortes conséquences sur l'activité économique du pays. **L'étude révèle que la pauvreté s'est surtout concentrée dans les zones urbaines, passant de 14,6 % à 26,4 % entre 2019 et 2023.** Au cours de cette période, la pauvreté urbaine a augmenté dans toutes les régions. Dans 14 d'entre elles, elle a augmenté d'au moins 10 points de pourcentage, mais a doublé dans huit régions : Ancash, Arequipa, Ica, Lima (hors métropole), Moquegua, Tacna, Tumbes et Ucayali. L'IPE constate aussi que ce changement a fait de la pauvreté un phénomène plus urbain, avec 73,1 % de la population pauvre concentrée dans les villes, contre 56,7 % en 2019. L'IPE rajoute qu'en 2023, les personnes en pauvreté se trouvaient dans des zones urbaines dans 12 des 25 régions, soit cinq de plus qu'en 2019.

Suriname

Des sanctions étatsuniennes imposées à trois entreprises surinamaises en raison de leurs potentiels liens avec le secteur pétrolier iranien.

Les États-Unis ont imposé des sanctions à trois entreprises surinamaises, Strong Roots Provider, Glazing Future Management et Engen Management, en raison de leurs liens commerciaux présumés avec le secteur pétrolier iranien. Ces sanctions s'inscrivent dans le cadre de la *Stop Harboring Iranian Petroleum Act*, qui cible les entités étrangères impliquées dans le commerce de pétrole iranien. Le Suriname, sous la direction du ministre des Affaires étrangères Albert Ramdin, enquête sur ces accusations.

Les Surinamais semblent plutôt opposés à la collaboration du pays avec le FMI.

Une enquête récente menée par le ministère des Finances et de la Planification sur la perception des citoyens concernant le programme du FMI a mis en lumière des opinions divergentes. Parmi les sondés, 45 % sont opposés à la collaboration du pays avec le FMI, tandis que 17 % l'approuvent et 18 % sont neutres. Environ 21 % des répondants

ont indiqué qu'ils n'avaient pas suffisamment d'informations pour émettre un avis. Plus particulièrement, lorsque la question a été posée sur la nécessité de cette coopération pour éviter la faillite et une inflation galopante, 39 % des citoyens ont exprimé leur désaccord, tandis que 38 % étaient d'accord ou neutres, et 23 % n'avaient pas de position définie.

Venezuela

Rapport OPEP : Le gouvernement reporte une augmentation de sa production de pétrole.

Le rapport publié le 14 octobre par l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP) révèle que la production vénézuélienne a atteint 943 000 barils par jour (bpj) en septembre, enregistrant une hausse de 16 000 bpj par rapport à août selon les données officielles. En revanche, les estimations des sources secondaires placent cette production à 877 000 bpj, soit une augmentation de 3 000 bpj. Plus globalement, au T3-24, la production moyenne du Venezuela s'est élevée à 933 000 bpj, ce qui représente une augmentation de 3,2 % par rapport au T2-24, où elle s'établissait à 904 000 bpj.

Par ailleurs, le prix du pétrole brut Merey, qui sert de référence pour le Venezuela dans le panier de l'OPEP, a subi une baisse significative de 7,24 USD/baril en septembre par rapport au mois d'août, s'établissant ainsi à 54,91 USD par baril.

L'intervention bancaire de la Banque centrale n'arrive pas à contenir la dépréciation du bolivar vis-à-vis du dollar étasunien sur le marché parallèle.

Malgré une intervention de la Banque centrale du Venezuela (BCV) sur le marché des changes s'élevant à 180 M USD auprès des institutions bancaires le 14 octobre, l'écart entre le dollar officiel (38,91 VES/USD) et le dollar parallèle (47,85 VES/USD) continue de se creuser, atteignant désormais 23 %. Au-delà de l'augmentation saisonnière habituelle de la demande de devises, les experts signalent une croissance manifeste de l'appétit pour les devises étrangères, ainsi qu'une réduction de l'allocation de devises par la Banque centrale à la suite des récentes élections présidentielles. Dans ce contexte, la Superintendence nationale pour la défense des droits socio-économiques (Sundde) a appelé les consommateurs, par le biais d'un communiqué officiel, à signaler les entreprises qui ne respectent pas le taux officiel du dollar fixé par la BCV.

Aide-mémoire : indicateurs macroéconomiques

	Population (M)	PIB prix courants (Mds USD)	Croissance du PIB (en % du PIB)		Compte courant (en % du PIB)	Dette publique brute (en % du PIB)	IDH (rang mondial)		Inflation (%)
	2023	2024 e	2023	2024 p.	2024 p.	2024 p.	2022	Variation par rapport à 2021	Variation en fin de période, 2024 p.
Bolivie	12,1	49,3	2,5	1,6	-5,6	86,6	120	-2	4,8
Colombie	51,9	386,1	0,6	1,1	-3	54,4	91	-3	5,3
Equateur	18	121,6	2,3	0,1	0,9	n.a.	83	+12	1,5
Guyana	0,8	21,2	33	33,9	22,8	31,1	95	+13	3,5
Pérou	34,5	282,4	-0,6	2,5	-1,1	33	87	-3	2,4
Suriname	0,62	4,3	2,1	3	2,1	87,9	124	-25	14,2
Venezuela	29,7	102,3	-0,6	4,5	4,7	n.a.	119	+1	159,9
Argentine	45,6	604,3	-1,6	-2,8	0,9	86,2	48	-1	149,4
Brésil	204	2 331,3	2,9	2,2	-1,3	86,7	89	-2	3,79
Chili	19,6	333,77	0,2	2	-3,9	40,5	44	-2	3
Mexique	127,9	2 017	3,2	2,4	-0,7	55,5	77	+9	3,5

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique Régional de Bogota.

jacques.robin@dgtresor.gouv.fr, sebastien.ANDRIEUX@dgtresor.gouv.fr

Rédaction : Andrés BRAGANZA, Ursula ELEIZALDE, Una LACAZE, Diego MAGUINA, Olympe MAHE.

Abonnez-vous : jacques.robin@dgtresor.gouv.fr